

**PROJET D'APPUI A LA GESTION  
ECONOMIQUE (PAGE)  
B.P. : 1590 Bujumbura  
Tél. : 24 95 95  
BUJUMBURA**



**RAPPORT ANNUEL 2005**

**Bujumbura, Janvier 2006**

CONTENU	PAGE
<b>SOMMAIRE EXECUTIF</b>  Introduction  I. Réalisations de l'année 2005  II. Activités en cours de réalisation <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Composante 1</li><li>▪ Composante 2</li><li>▪ Composante 3</li><li>▪ Composante 4</li><li>▪ Composante 5</li></ul> III. Situation financière du PAGE au 31/12/2005  IV. Etat des dossiers en attente de non objection	

# **SOMMAIRE EXECUTIF**

## **INTRODUCTION**

Le Projet d'Appui à la Gestion Economique (PAGE) a été conçu dans l'optique d'une exécution cohérente des réformes préconisées dans le cadre de la Revue des Dépenses Publiques et dont les programmes s'articulent autour des axes ci – après :

- Améliorer des outils de gestion macroéconomique par la disponibilisation des informations statistiques produites sur une base régulière et fiable ;
- Renforcement de la transparence et de la discipline dans la gestion des Finances Publiques aussi bien au niveau des dépenses qu'à celui des recettes ;
- Appui aux structures de contrôle telles que l'Inspection Générale des Finances, la Cour des Comptes et les médias.

Les négociations relatives au financement du projet se sont déroulées en décembre 2003 et janvier 2004 et ont abouti à la signature de l'accord de crédit en date du 4 février 2004. A partir de cette date jusqu'à mi- avril 2004, la Cellule de Coordination du Projet PAGE a réalisé les conditions de mise en vigueur du Projet qui est intervenue le 29 avril 2004. Ces conditions sont : la ratification de l'accord de crédit, l'élaboration des manuels de procédures et la présélection d'au moins quatre cabinets d'audit. Après la mise en vigueur de l'accord de crédit, la Cellule de Coordination du Projet PAGE, en collaboration avec les services bénéficiaires de ses financements ont préparé les plans d'actions et les budgets de toutes les composantes qui ont été validés au cours du séminaire de lancement des activités du PAGE organisé en dates du 27 et 28 juillet 2004.

## **Contenu du Projet**

Le Projet d'Appui à la Gestion Economique est articulé autour de cinq (5) composantes à savoir :

- Le renforcement de l'analyse et de la collecte des données macroéconomiques pour une prise de décision cohérente (appui à la gestion macroéconomique) ;
- L'amélioration de la transparence dans la gestion financière et administrative ;
- La réforme du système des Marchés Publics et appui à la Restructuration des Entreprises Publiques ;
- La définition de la stratégie de réforme du secteur de la justice et renforcement des capacités des structures de contrôle économique ;
- La structure Institutionnelle et gestion administrative du projet.

## **Les indicateurs de performance**

1. Des comptes nationaux exhaustifs et établis dans les délais prévus sont mis à disposition sur une base annuelle ;
2. Des données relatives à l'exécution du budget, cohérentes et à jour, sont disponibles à tout moment ;
3. Le nombre de poursuites judiciaires intentées par le secteur privé contre la Direction Générale des Marchés Publics est réduit d'au moins 20 % au plus tard à l'examen à mi-parcours du Projet ; et
4. Des rapports exhaustifs sur l'emploi des ressources publiques sont préparés par la Cour des Comptes, publiés et débattus au Parlement, le tout sur une base annuelle.

# **I. REALISATIONS DE L'ANNEE 2005**

Le Projet a démarré réellement ses activités avec l'année 2005 pour les raisons suivantes:

- La Cellule de Coordination du projet a été étoffée avec les ressources humaines prévues, notamment l'Expert en Macroéconomie et l'Expert en Finances Publiques, pour encadrer les composantes ci-haut indiquées.
- Certaines études préalables ont été menées et ont permis un démarrage rapide des activités notamment :
  - le programme de formation des statisticiens à l'Université du Burundi ;
  - les études d'informatisation de l'ISTEEBU, du SCEP et de la Cour des Comptes ;
  - La présélection des bureaux pour les études architecturales et techniques de l'Immeuble du Ministère des Finances.
  - La mise en place des points focaux par les services bénéficiaires. Ces derniers ont participé activement dans l'élaboration des actions, notamment les termes de référence et le suivi des activités de chaque service bénéficiaire.

**Composante 1** : *Renforcement de l'analyse et de la collecte des données macroéconomiques pour une prise de décision cohérente (Appui à la gestion macroéconomique)*

## **SOUS – COMPOSANTE 1 : RENFORCEMENT DU SYSTEME STATISTIQUE**

Le renforcement du système statistique sera axé essentiellement sur la formation des statisticiens, l'appui à la production des comptes nationaux et la mise en place d'un système d'information statistique.

### **1.1 La formation**

#### ***1.1.1. Contexte***

Ces dernières années, le système statistique burundais connaît des problèmes multiples dont le principal est celui des ressources humaines. Cette question mérite une attention particulière. En effet, dans son rapport sur l'évaluation du système statistique du Burundi et proposition d'un mécanisme d'élaboration d'un programme de développement statistique de 2001, M. BALEPA indique qu'en six ans, le Burundi aura formé seulement deux cadres supérieurs statisticiens (ITS) et après septembre 2001, il n'y en avait plus en formation. M. BALEPA poursuit en précisant que : « si aucune action appropriée n'est menée dès l'année 2001, à partir de l'horizon 2005, la situation sera encore plus dramatique pour les administrations publiques qui manquent cruellement de cadres statisticiens burundais de haut niveau. Mise à part la section de statistique de l'Institut Supérieur de Commerce qui formait des cadres moyens de la Statistique avec d'énormes difficultés, le mode de formation des statisticiens burundais est basé sur le passage des concours organisés par l'INSEE à travers les Grandes Ecoles de statistique. Or, ces dernières années, les candidats burundais ne réussissent pas à ces concours. La formation des statisticiens burundais était donc bloquée.

#### ***1.1.2. Activités réalisées***

Au niveau de la formation, nous avons conçu, en collaboration avec l'Université du Burundi et l'ISTEEBU, un Programme Spécial de Formation des Statisticiens à l'Université du Burundi. Ce programme dont l'ouverture solennelle a eu lieu le 06 décembre 2005, a commencé ses activités le 13

juin de la même année. Il est actuellement fréquenté par 80 étudiants dont 50 candidats ingénieurs statisticiens et 30 candidats adjoints techniques de la Statistique.

Ce programme a obtenu un appui de la Coopération française à travers le projet PARAFE qui prendra en charge le financement de deux missions d'enseignants étrangers et la formation des étudiants à la technique d'enquête 1,2,3 par un expert d'AFRISTAT.

## **1.2 Appui à la production des comptes nationaux**

### ***1.2.1 Contexte***

Il n'existe pas actuellement de production de comptes nationaux au Burundi suite à l'arrêt de l'assistance technique généralement accordée à l'ISTEEBU. En effet, au cours des dernières décennies, l'élaboration des comptes nationaux a été faite uniquement avec l'assistance technique de consultants extérieurs. La coopération française a fourni pendant la période 1980 – 1992, deux experts à l'ISTEEBU pour une assistance technique de long terme qui a permis l'élaboration de comptes annuels aux prix courants.

Par la suite, l'ISTEEBU a bénéficié de l'assistance d'un consultant du PNUD durant la période 1997 – 2000. Ce consultant a produit la série des comptes 1990 – 1998 en appliquant pour la première fois dans l'histoire de la production des comptes nationaux au Burundi, les concepts du SCN 1993. Cette série de comptes n'a pas été validée par le ministère de tutelle suite à l'incapacité de l'équipe à expliquer la nature des révisions résultant de la méthodologie proposée. En attendant une validation éventuelle de cette série de comptes, aucune autre activité de grande envergure n'a été menée pour produire les comptes nationaux.

### ***2.2.2. Activités réalisées***

L'ISTEEBU en collaboration avec le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction, a mis sur pied un service et une cellule de production des comptes nationaux.

Les termes de référence ont été rédigés en vue du recrutement d'un consultant chargé de l'assistance technique de l'ISTEEBU dans la production des comptes nationaux. La demande de manifestation d'intérêt qui a été lancée ne nous a pas permis d'avoir un consultant ayant les qualifications nécessaires pour réaliser la mission.

## **1.3 Mise en place d'un système d'information statistique**

### ***1.3.1 Contexte***

Bien que l'ISTEEBU ait une production faible des statistiques, même le peu de statistique produit n'est pas suffisamment connu des services bénéficiaires. Par ailleurs, l'ISTEEBU n'a pas de site internet présentant les données statistiques du système statistique burundais.

Le service de l'information statistique de l'ISTEEBU a bénéficié durant la période 1989 – 1993 d'un financement FNUAP qui a permis d'équiper ce service d'un mobilier adéquat et d'alimenter le fond documentaire. Cependant, ce fond est actuellement pauvre et ne contient que de vieux ouvrages obtenus sous forme de dons, d'échange avec l'extérieur ou d'achats ponctuels.

### ***1.3.2 Activités réalisées***

Aucune activité n'a été réalisée suite à la non formulation de la requête par le service bénéficiaire.

## **1.4 Journée africaine de la statistique**

### ***1.4.1 Contexte***

La journée africaine de la Statistique est organisée chaque année dans tous les pays africains. Malheureusement, l'ISTEEBU n'a pas l'habitude d'organiser régulièrement ce genre d'activité.

### ***1.4.2 Activité réalisée***

Le Projet d'Appui à la Gestion Economique a financé une journée de la Statistique (le 06 décembre 2005) au cours de laquelle le Ministre de l'Education Nationale représenté par son Chef de cabinet a lancé officiellement le Programme Spécial de Formation des Statisticiens à l'Université du Burundi.

## **SOUS – COMPOSANTE 2 : SUIVI ET EVALUATION DE LA PAUVRETE**

### ***2.1. Contexte***

Actuellement, les pays bénéficiaires de l'aide internationale sont appelés à élaborer des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté sur base d'une approche participative. Le Secrétariat Permanent des Réformes Economiques et Sociales est chargé de l'élaboration du Cadre Stratégique de lutte contre la Pauvreté. Il a déjà élaboré le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté intérimaire. Le processus d'élaboration du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté complet est en cours.

### ***2.2 Activités réalisées***

Sur demande du Secrétaire Permanent chargé du suivi des Réformes Economiques et Sociales, le projet PAGE a préparé un contrat de financement de deux consultants nationaux chargés d'appuyer techniquement le sous – comité thématique en charge de l'élaboration du volet « Bonne Gouvernance, Paix et Sécurité » du C.S.L.P Complet. Dans le cadre de la préparation des consultations thématiques, une réunion du comité technique chargé du volet « Bonne Gouvernance, Paix et Sécurité » à laquelle le Projet PAGE a participé a été organisée. L'objet de cette réunion était l'analyse des rapports provisoires produits par deux consultants, qui ont respectivement travaillé sur la « Bonne Gouvernance Démocratique » et la « Bonne Gouvernance Administrative ». Les membres du comité ont formulé des recommandations et observations sur les deux rapports qui seront intégrés dans les rapports définitifs.

## **SOUS - COMPOSANTE 3 : MODELISATION ET PREVISION MACROECONOMIQUE ET FINANCIERE**

### **3.1 Contexte**

Le service de la Planification Macroéconomique du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction, a dans ses principales attributions, la prévision des grands agrégats macroéconomiques à moyen et long terme. Le modèle INPLABU est un des instruments utilisés dans la gestion macroéconomique. Il permet de faire des projections macroéconomiques pour aider à la formulation des politiques à mettre en œuvre.

Introduit depuis 1976 au Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction, le modèle INPLABU a l'objectif de servir d'outil de base de la planification macroéconomique. Il a été révisé au cours des années 1990 et 1994.

Actuellement, le modèle contient un certain nombre d'incohérences notamment au niveau des indices des prix et des élasticités, d'une part ; d'autre part, une mobilité des cadres qu'a connu le service de la Planification macroéconomique ces derniers temps rend beaucoup plus difficile la maîtrise du cadrage macroéconomique.

La rupture de l'assistance technique dont le service bénéficiait a empiré la situation. De plus l'embauche de nouveaux cadres du service de la Planification macroéconomique non encore expérimentés nécessite leur formation pour une intégration rapide dans les activités courantes du service. La forte mobilité des cadres du service de la Planification macroéconomique conduit à l'irrégularité dans la production et la publication de l'Economie Burundaise.

Par ailleurs dans l'optique d'éclairer les décideurs sur l'évolution conjoncturelle de l'économie au niveau macroéconomique, le service de la Planification macroéconomique veut initier la publication des notes de conjoncture et prospective.

### **3.2 Activités réalisées**

Au cours de l'année 2005, nous avons rédigé des termes de référence pour le recrutement d'un consultant chargé de l'assistance technique au Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction. Cette assistance couvrira les activités ci – après : revisiter le modèle INPLABU, concevoir un programme de formation des cadres du service de planification macroéconomique, former les cadres dans la production des notes de conjoncture et la rédaction de « l'Economie Burundaise » et la proposition du groupe macroéconomique et financière. L'analyse technique des propositions a été faite et transmise à la Banque Mondiale pour non objection.

#### **Composante 2 : Amélioration de la transparence dans la gestion financière et administrative**

##### ***Activités réalisées***

##### ***Sous composante 0 : Cabinet du Ministre des Finances***

- Recensement des arriérés de l'Etat sur le secteur privé et les arriérés de la dette intérieure : Le rapport d'audit du stock des arriérés a été transmis au projet PAGE par le Bureau EURA AUDIT INTERNATIONAL (France) en date du 10 décembre 2005.
- Rédaction des Termes de référence pour l'élaboration d'un schéma directeur d'informatisation du Ministère des Finances et de la Fonction Publique ;
- Rapport définitif de l'audit des arriérés sur le secteur privé et les arriérés de la dette intérieure au 31 décembre 2004.

##### ***Sous composante 1 : Département du Budget***

- Financement d'une formation de 4 semaines d'un cadre du Département du Budget au Ministère des Finances sur « l'élaboration et l'exécution du Budget de l'Etat » à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Paris, au mois de Février 2005 ;
- **Formation** : Au cours du mois d'Août 2005, le Projet PAGE a financé une formation à Cotonou (Bénin) sur le thème « **Gestion des rémunérations et de la masse salariale, AO** » organisée par l'Institut IMA du 15 au 26 Août 2005 en faveur de Monsieur Dieudonné GITERUZI, Conseiller au Département du Budget-Contrôle.

### ***Sous composante 2 : Département de la Comptabilité***

- Au cours du mois de novembre 2005 (du 14 au 29 Novembre 2005), 285 agents (comptables publics, receveurs et vérificateurs des comptabilités publiques et spécialisées) ont suivi une formation sur la nouvelle nomenclature du nouveau plan budgétaire et comptable applicable dès janvier 2005 sur financement PAGE.

### ***Sous composante 3 : Département des Impôts***

- Forum sur la TVA : Le projet a financé une délégation composée de deux cadres du Département des impôts qui a représenté le Burundi à une conférence du Dialogue Fiscal International sur la TVA qui s'est tenue à Rome du 15 au 16 mars 2005 ;
- Financement d'une formation sur « l'Audit et le Contrôle Interne » à la Rochelle en France du 09 au 27/05/2005 en faveur d'un cadre du Département des Impôts ;
- *Mise en place de la TVA* : Un voyage d'études a été effectué au Rwanda par le Directeur des Impôts du 6 au 11 juin 2005. Ce voyage d'études avait comme objectifs:
  - Comprendre la politique fiscale en matière de la TVA
  - Voir les structures de gestion de la TVA qui ont été mises en place
  - Visite de la structure des Grandes Entreprises qui gère une portion importante en matière de la TVA
  - Comprendre le mécanisme de remboursement de la TVA et le circuit de la gestion des exonérations de la TVA.

*Les conclusions de cette mission sur la TVA se recoupent avec celles identifiées par la délégation qui avait reçu le mandat d'étudier les possibilités de mise en place d'un Office de Collecte des Recettes de l'Etat au Burundi à travers une étude de faisabilité qui sera réalisée par un consultant international.*

### ***Sous composante 4 : Département des Douanes***

- Réhabilitation des bureaux abritant les services des Douanes ( Port et Aéroport) en vue de faciliter la migration au SYDONIA ++ au niveau des deux bureaux ;
- Un appui logistique constitué de mobilier a été donné au Département des Douanes.
- Le financement d'une formation à Lomé (TOGO) sur SYDONIA++ avancé dans le cadre du renforcement des capacités au département des douanes.

### ***Sous composante 5 : Ministère de la Fonction Publique***

1. **Formation** : Au cours du mois d'Août 2005, le Projet PAGE a financé une mission de la délégation du Ministère de la Fonction Publique à Cotonou (Bénin) pour participer à la formation sur le thème « Gestion des rémunérations et de la masse salariale, AO » organisée par l'Institut IMA du 15 au 26 Août 2005. Cette délégation était composée de la Directrice du Bureau ASAP, de la Directrice de la Gestion des Traitements et du Directeur Général de la Fonction Publique.

2. **Recrutement d'un consultant chargé de mener l'étude sur les aspects de renforcement du contrôle de la solde au Ministère des Finances** : Suite aux recommandations du rapport du consultant, une série de mesures ont été prises par les ministères concernés.

Il s'agit entre autres de :

- Ordonnance Ministérielle n° 540/570/690/2005 du 22/06/2005 portant institution d'une cellule de contrôle des dépenses du personnel à la Fonction Publique signée conjointement par le Ministre des Finances et le Ministre de la Fonction Publique. Cette cellule est chargée d'assurer le visa préalable au recrutement de tout le personnel dans les limites des prévisions budgétaires et d'effectuer un contrôle budgétaire préalable à l'engagement et à la liquidation des dépenses au titre des rémunérations des fonctionnaires.
- Ordonnance Ministérielle n° 2034 du 12/07/2005 portant modalités de fonctionnement de la Commission de Recrutement signé par le Ministre de la Fonction Publique.
- Ordonnance Ministérielle n° 540/570/1001 du 26/07/2005 portant nomination des membres de la cellule de contrôle des dépenses de personnel à la Fonction Publique signée par le Ministre de la Fonction Publique.

#### ***Sous composante 6 : Département de la Trésorerie***

- Financement d'une mission d'un cadre du Département de la Trésorerie pour un séminaire annuel interrégional des gestionnaires de la dette et la réunion du PRC PPTE qui ont eu lieu à Londres du 29 mars au 1<sup>er</sup> Avril 2005 ;
- Financement de la formation pour tous les membres de la commission technique chargée de la gestion de la dette publique sur EXCEL avancée. La formation a été organisée par CAL - BURUNDI.

#### ***Composante 3 : La réforme du système des Marchés Publics et appui à la Restructuration des Entreprises Publiques***

##### ***Activités réalisées***

- **Marchés Publics** : Les activités suivantes ont été menées :
  1. Participation du Responsable de la Passation des Marchés du PAGE au voyage d'études organisé par le Comité de Pilotage de la Réforme des Marchés Publics au Burkina Faso et en Ouganda du 16 au 30 juillet 2005. L'objectif du voyage d'études était de voir l'expérience des pays ayant réussi la réforme des marchés publics.
- **Mise en place d'un plan de sauvegarde de la filière coton au Burundi** : Au cours du mois de juillet 2005, suite aux problèmes d'écoulement du coton exprimés par l'entreprise COGERCO, des termes de référence pour le recrutement d'un consultant international chargé d'effectuer une expertise auprès de cette société en vue de la mise en place d'un plan de sauvegarde de la

filière coton au Burundi ont été élaborés et envoyés à la Banque Mondiale en date du 27 juillet 2005 pour une demande d'avis de non objection. A la même date, une requête de non objection pour une entente directe avec un consultant qui serait identifié pour effectuer cette mission a été adressée à la Banque Mondiale. La Banque Mondiale a accordé l'avis de non objection à ces deux requêtes en date du 29 juillet 2005 et le Projet PAGE a procédé au recrutement du consultant. Un contrat a alors été signé en date du 24 août 2005 entre le Projet PAGE et le Consultant MAHAMAT MUSTAPHA MASRY pour mener l'étude en question. Le consultant a présenté le rapport provisoire de l'étude en date du 08 septembre 2005. Une commission chargée de l'analyse de ce rapport a été mise sur pied. Cette dernière a formulé des observations et recommandations que le consultant a intégré dans le rapport définitif qu'il a transmis en date du 23 septembre 2005. Dans sa lettre de transmission du rapport aux différentes autorités concernées, le Coordinateur du PAGE a indiqué que l'Expert en Finances Publiques au PAGE est chargé d'assurer le suivi de l'exécution des recommandations du rapport et l'impact de l'étude sur les mesures de redressement de la COGERCO. Suite aux recommandations de l'étude du consultant, la COGERCO a conclu un contrat avec la Société CDI-Société Cotonnière de Distribution S.A. pour la vente de 1 500 tonnes métriques de coton fibre constituant les récoltes des années 2003/2004 et 2004/2005.

▪ ***Service Chargé des Entreprises Publiques (SCEP) :***

1. Financement d'une formation en « Gestion et Contrôle Budgétaire » en faveur de 2 Experts du SCEP qui s'est tenue à Cotonou au Bénin du 07 au 18 mars 2005 ;
2. Financement des travaux de câblage pour la mise en réseau de 7 bureaux et un appui constitué d'équipement informatique.
3. Financement de l'installation de l'équipement complet de connexion internet.

***Composante 4*** : *Définition de la stratégie de réforme du secteur de la justice et renforcement des capacités des structures de contrôle économique*

**4.1 DEFINITION DE LA STRATEGIE DE REFORME JUDICIAIRE**

***4.1.1 Contexte***

Le secteur de la justice a de nombreux problèmes dont les principaux sont : le manque de professionnalisme et corruption rampante, l'étroitesse et vétusté des locaux, le cadre légal et réglementaire inapproprié, l'inadaptation du système de défense des intérêts de l'Etat, l'insuffisance des moyens matériels, financiers et logistiques, le non respect de l'indépendance de la Magistrature, la faible promotion de la profession d'avocat et de notaire, la déficience en matière de jugement et de contrôle dans le domaine des malversations économiques et financières. Ces problèmes ne sont pas exhaustifs. L'appréhension de tous les problèmes du secteur de la justice nécessite une analyse approfondie de ce secteur qui débouchera sur un débat national portant sur les principales réformes du secteur de la justice.

***4.1.2 Activités réalisées***

La réalisation de l'étude diagnostique du secteur de la justice nécessite une forte implication du Ministère de la Justice. C'est la raison pour laquelle une commission chargée du suivi de cette activité a été mise sur pied par le Ministre de la Justice et Garde des sceaux. Malheureusement, suite aux échéances politiques (préparation des élections), cette commission n'a pas pu travailler.

## **4.2 LA COUR SUPREME**

### ***4.2.1 Contexte***

La Cour Suprême comme les autres juridictions du système juridique et judiciaire du Burundi, a de nombreuses difficultés relatives aux ressources humaines, à l'équipement, etc.

### ***4.2.2 Activités réalisées***

La Cour Suprême a déjà bénéficié des appuis du PAGE relatifs à l'acquisition des toges et toques et le financement d'un voyage d'études effectué à la Cour de cassation de Belgique et de France par trois magistrats.

## **4.3 LE TRIBUNAL DE COMMERCE**

### ***4.3.1 Contexte***

Le Tribunal de Commerce a un rôle important dans l'amélioration de l'environnement des affaires. Cependant, ce tribunal a des difficultés liées essentiellement à la faiblesse de capacité des ressources humaines qui s'explique par le fait que la formation universitaire des juristes n'est pas spécialisée, le manque de moyen logistique, etc.

### ***4.3.2 Activités réalisées***

Le Projet d'Appui à la Gestion Economique a apporté un appui au Tribunal de Commerce portant sur l'acquisition du matériel informatique et le mobilier de bureau.

Le processus de recrutement d'un consultant chargé de la formation des cadres en droit des affaires a été enclenché. L'évaluation technique des propositions a été envoyée à la Banque Mondiale pour non objection.

## **4.4 LE CENTRE BURUNDAIS D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION (CEBAC)**

### ***4.4.1 Contexte***

Le Centre Burundais d'Arbitrage et de Conciliation (CEBAC) est une institution qui pourrait contribuer à l'amélioration de l'environnement des affaires. En effet, la durée excessive des procès qui est essentiellement due aux reports de procès en raison de l'absence de l'une ou l'autre des parties ou encore au défaut de conclure pourrait être réduite suite à l'intervention du Centre d'Arbitrage. Ce dernier amènerait une amélioration sensible, tout en laissant aux parties le choix de leurs arbitres, ce qui entraîne une plus grande confiance en la juridiction arbitrale. Ainsi, l'un des nombreux avantages est la simplification de la procédure. Il pourrait être préféré à la justice étatique et écouler le plus d'affaires en peu de temps. La rapidité en matière commerciale servira aussi à sauvegarder au mieux les intérêts des parties tout en sauvegardant le maintien des relations d'affaires.

### ***4.4.2 Activités réalisées***

Le Projet d'Appui à la Gestion Economique a appuyé le Centre Burundais d'Arbitrage et de Conciliation en finançant les actions ci – après :

- Le paiement des honoraires du consultant chargé de préparer le lancement des activités du Centre ;
- Le paiement du loyer des locaux abritant le Centre ;
- L'acquisition d'un équipement informatique et du mobilier de bureau et de la salle d'audience.

## **4.5. LES MEDIAS**

### **4.5.1 Contexte**

Les médias constituent une force indéniable dans l'instauration de la Bonne Gouvernance. Il faut cependant qu'ils aient une organisation efficiente basée sur le professionnalisme et la maîtrise des questions économiques et sociales. Cela n'est pas le cas pour le Burundi. Cependant, les médias sont en cours de restructuration pour faire face à ce défi. Il s'agit entre autre de la naissance des Association des journalistes qui s'intéressent aux questions économiques et sociales. Le Projet d'Appui à la Gestion Economique soutient déjà deux Associations de journalistes à savoir : le Réseau des Journalistes pour le Développement Humain Durable et l'Association des Femmes Journalistes.

### **4.5.2 Activités réalisées**

Le Projet d'Appui à la Gestion Economique a appuyé les deux Associations de journalistes en l'occurrence, l'Association des Femmes Journalistes (AFJO) et le Réseau des Journalistes pour le Développement Humain Durable (RJDHD). En effet, le Projet a financé les forums économiques portant sur les thèmes ci – après :

- La loi budgétaire 2005 (RJDHD), février 2005 ;
- Les marchés publics (RJDHD), mars 2005 ;
- La politique de privatisation des entreprises publiques au Burundi (RJDHD), avril 2005 ;
- Atelier sur les différents fora sur la corruption et les malversations économiques (RJDHD & OLUCOME), décembre 2005.

Le Projet d'Appui à la Gestion Economique a également appuyé les Associations AFJO & RJDHD dans les domaines ci – après :

- Formation sur le processus budgétaire ;
- Financement des équipements informatiques ;
- Paiement du loyer des bureaux ;
- Paiement du salaire du personnel permanent.

## **4.6. LA COUR DES COMPTES**

### **4.6.1. Activités réalisées**

- Financement d'un séminaire d'information à l'intention des comptables publics sur leurs obligations de rendre compte devant la Cour des Comptes qui a eu lieu à l'Hôtel Source du Nil le 14 février 2005 ;
- Financement d'un séminaire d'information à l'intention des commissaires aux comptes. Ce séminaire a eu lieu le 11 mars 2005 à l'Hôtel Source du Nil ;
- Financement d'un séminaire d'information à l'intention des administrateurs communaux organisé en date du 19 septembre 2005. Ce séminaire avait pour but d'informer les Administrateurs communaux en tant qu'Ordonnateurs des services publics que sont les communes, de leurs obligations découlant de la loi régissant la Cour des Comptes.

## 4.7. L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES

### 4.7.1. Activités réalisées

- Financement d'un voyage d'études pour une délégation de 3 cadres de l'Inspection Générale des Finances qui s'est rendue au Rwanda du 20 février au 2 mars 2005 ;
- Financement d'un voyage d'études auprès de la Tanzania Revenue Authority et au Port de Dar – Es – Salaam du 13 au 22 mars 2005 ;
- Financement d'un voyage d'études auprès de la KENYA Revenue Authority du 6 au 16 mars 2005.
- Financement d'une mission relative à la participation à l'Assemblée Générale de l'Organisation Africaine des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques (AFROSAI) en faveur de 2 cadres de l'Inspection Générale des Finances qui s'est tenue à Abidjan en Côte d'Ivoire du 15 au 24 juillet 2005.

## 4.8. COMMISSION FINANCES & BUDGET DU PARLEMENT

### 4.8.1. Activité réalisée

- Financement de cinq parlementaires pour la participation au séminaire sur le contrôle budgétaire et les procédures d'exécution des dépenses publiques du 04 au 15 avril 2005 à Abidjan en Côte d'Ivoire.

### **Composante 5** : *Structure institutionnelle et administrative du Projet*

Les activités suivantes ont été menées au cours de l'année 2005 :

- Formation des cadres du PAGE et des points focaux sur les techniques de passation des marchés organisée par la Mission Résidente de la Banque Mondiale
- Acquisition et formation sur les logiciels de gestion TOMATE
- Préparation des rapports mensuel, trimestriel et annuel
- Tenue régulière des réunions des organes de gestion du Projet
- Préparation du PTBA et du plan de passation des marchés 2005
- Audit de l'exercice 2004 du PAGE
- Recrutement d'un consultant chargé de l'entretien des équipements informatiques du PAGE dont le contrat de maintenance a été signé le 01 Août 2005
- Participation du Directeur Administratif et Financier du PAGE au séminaire de « *Suivi Evaluation des Projets et Programmes de Développement* » organisé par la Société TOMATE-Paris, du 20/06/2005 au 01/07/2005.
- Financement de la formation en faveur de l'Assistante au Coordinateur du PAGE sur le module « *Informatisation du courrier, archivage et gestion électronique de documents* » organisée du 16 au 26 août 2005 par le Centre International de Formation en Management à Abidjan.

- Financement de la formation du Responsable du service Comptabilité sur le module « *Gestion Comptable et Financière des Projets et Décaissement* » organisé du 21 août 2005 au 11 septembre 2005 par l'Institut ISADE à Dakar-Sénégal.
- Financement de la formation de l'Expert en Finances Publiques sur le module « *Finances Publiques et Bonne Gouvernance* » organisé du 26 août 2005 au 21 septembre 2005 par l'Institut FORHOM à Paris en France.
- Financement de la formation de l'Expert en Macroéconomie sur le module « *Modélisation Macroéconomique I & II* » organisée par le Centre de Formation Continue du Groupe des Ecoles Nationales d'Economie et Statistiques à Paris en France du 08 au 23 octobre 2005.

## **II. ACTIVITES EN COURS DE REALISATION**

### **\* Composante 1 : Appui à la gestion macro-économique**

D'une façon générale, les principales activités prévues dans le cadre de cette composante sont en cours de réalisation. Il s'agit :

- ***Du recrutement d'un expert chargé de revisiter le modèle de planification macroéconomique INPLABU et élaborer un cadre de renforcement des capacités des cadres de la cellule de planification macroéconomique :*** Au cours du mois de septembre 2005, le Projet a analysé les propositions techniques des bureaux pré-sélectionnés. Une demande de non objection du rapport d'évaluation des propositions techniques a été transmise à la Banque Mondiale le 09 septembre. Lors d'une séance de travail avec le Directeur Général de la Planification du Développement et de la Prospective et de la Banque Mondiale au cours du mois de décembre 2005, cette dernière a promis de faire suite à cette requête dans un proche avenir.
- ***Du recrutement d'un expert chargé d'appuyer l'ISTEEBU à la production des comptes nationaux :***  
La publication de la demande de manifestation d'intérêt n'a pas permis au PAGE d'obtenir un nombre de cabinets suffisants ayant des qualifications pertinentes pour bien mener cette étude. C'est dans ce cadre qu'une demande d'une liste restreinte de consultants a été adressée à la Banque Mondiale en date du 28 juin 2005. Dans sa lettre du 03 août 2005, la Banque Mondiale a promis de faire suite à cette requête dans un proche avenir.
- ***Suivi des activités du Programme Spécial de Formation des Statisticiens à l'Université du Burundi :***  
Ce programme a déjà démarré avec 50 Etudiants ingénieurs statisticiens et 30 étudiants Adjoints Techniques de la Statistique.  
Les enseignements dispensés par les professeurs locaux avancent normalement. Cependant, les trois missions d'enseignement prises en charge par la Coopération Française à travers le projet PARAFE ne sont pas encore réalisées. Les contacts menés auprès de la coopération française ont permis de comprendre qu'il n'y aura que deux missions d'enseignement. La première mission concernant le cours de Démographie est programmée avant la fin de l'année 2005, la deuxième qui combinerà les enseignements des cours d'initiation à la comptabilité nationale et de jeux économiques est prévue au premier trimestre de l'année 2006.

Les enseignements avancent normalement. La plupart des cours sont déjà terminés. Il reste principalement les cours qui seront dispensés par les professeurs étrangers qui seront financés par la Coopération française à travers le projet PARAFE. Les étudiants ont soulevé le problème d'accès aux soins de santé. Ce problème trouvera une solution dans les jours à venir.

- **Informatisation de l'ISTEEBU** : Une étude d'informatisation de l'ISTEEBU a été menée et le rapport final a été validé le 30/08/2004. Le Projet a reçu l'avis de non objection de la Banque Mondiale en date du 04 mai 2005 pour l'acquisition du matériel informatique dont le DAO a été publié. Les offres ont été reçues le 28 juin 2005 et le rapport d'évaluation des offres techniques a été envoyé le 06 septembre 2005 à la Banque Mondiale pour une demande de non objection.

**Encadrement de la cellule de production des comptes nationaux** : on attend le recrutement du consultant Expert en comptes nationaux pour démarrer les travaux de collecte des données et l'élaboration des comptes nationaux. La cellule de production des comptes nationaux est à pied d'œuvre pour élaborer un plan d'actions pour la production des comptes nationaux. L'ISTEEBU devra prendre l'initiative de recherche d'une convention de collaboration avec AFRISTAT afin de bénéficier de son expérience en matière de production des comptes nationaux. Au cours du mois de décembre 2005, une séance de travail a été organisée par le Projet PAGE avec le Directeur Général de la Planification du Développement et de la Prospective et le Directeur de l'ISTEEBU. Au cours de cette séance, le Directeur Général a demandé au Directeur de l'ISTEEBU de préparer un projet de requête d'assistance d'AFRISTAT qu'il adressera à Madame la Ministre de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale au plus tard le 05/01/2006.

Au cours de cette séance de travail également, le Directeur Général de la Planification du Développement et de la Prospective nous a demandé de mener une réflexion sur :

- Le projet de création d'un Centre d'Information Economique et Technique pour la promotion du secteur privé ;
  - La préparation en collaboration avec l'ISTEEBU, du dossier relatif à la formulation de la requête d'adhésion du Burundi à AFRISTAT.
- **Appui au Centre de Management Economique** : Cet appui est constitué d'équipements informatiques et bureautiques dont le rapport d'évaluation des offres techniques a été envoyé le 06 septembre 2005 à la Banque Mondiale pour une demande d'avis de non objection.

\* **Composante 2 : Amélioration de la transparence dans la gestion financière et administrative**

Les activités en cours de réalisation dans le cadre de la composante 2 sont reprises ci – après :

**Sous composante 0 : CABINET DU MINISTERE DES FINANCES**

**1. Construction de l'immeuble du Ministère des Finances** : La construction de l'immeuble du Building des Finances est dans la phase de la gestion des études architecturales et techniques.

En date du 10 février 2005, le Projet PAGE a reçu la non objection de la Banque Mondiale pour la liste restreinte de six bureaux présélectionnés en vue de la réalisation des études architecturales et techniques ainsi que la surveillance des travaux de construction de l'immeuble du Ministère des Finances. Les termes de référence ont été envoyés à ces bureaux en date du 18 février 2005. Leurs offres étaient attendues le 14 avril 2005. L'analyse des propositions techniques et maquettes a été

faite et une requête de l'avis de non objection pour le rapport d'évaluation des propositions techniques en vue du recrutement d'un bureau chargé des études techniques et architecturales et la surveillance des travaux de construction de l'immeuble du Ministère des Finances a été envoyée à la Banque Mondiale le 29 Juin 2005 pour l'accord de non objection. Par sa lettre du 11 août 2005, la Banque Mondiale a donné des observations et commentaires au Projet PAGE à intégrer dans le rapport d'évaluation des propositions techniques. La Commission d'analyse a ré-analysé les propositions techniques en tenant compte des observations de la Banque Mondiale et le rapport d'évaluation des propositions techniques corrigé a été transmis à la Banque Mondiale le 04 Octobre 2005 pour une demande d'avis de non objection. Le Projet a reçu la non objection de la Banque Mondiale pour l'ouverture de l'enveloppe financière des bureaux retenus le 2 Novembre 2005. Les enveloppes financières ont été ouvertes le 17 Novembre 2005. Les aspects techniques du contrat ont été négociés les 17, 18 et 19 Novembre 2005 avec le bureau STUDI ayant gagné le marché. A cet effet, le projet de contrat incluant le rapport de l'évaluation technique et financière a été envoyé à la Banque Mondiale le 8 décembre 2005 pour demande d'avis de non objection.

4. **Informatisation du Ministère des Finances :** L'activité principale concerne l'élaboration d'un schéma directeur d'informatisation du Ministère des Finances :

- **Schéma directeur d'informatisation du Ministère des Finances :** En réponse à la demande de manifestation d'intérêt publiée au mois d'avril 2005 pour le recrutement d'un consultant chargé de réaliser l'étude du schéma directeur d'informatisation du Ministère des Finances dont la date de réception était fixée le 19 Mai 2005, 12 bureaux ont manifesté leur intérêt. Au cours du mois de juin 2005, le projet a procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt présentées par les bureaux pour constituer une liste restreinte des bureaux qui seront en concurrence pour réaliser l'étude du schéma directeur d'informatisation du Ministère des Finances. A l'issue de l'analyse, cinq bureaux ont été mis sur la liste restreinte. Une demande de propositions de même que la liste restreinte des bureaux retenus ont été envoyées le 09 juin 2005 à la Banque Mondiale pour une requête d'avis de non objection. Le Projet PAGE attend les commentaires et observations relatifs à la demande de propositions tels qu'annoncés par la Banque Mondiale dans sa lettre du 03 août 2005.

5. **Expertise du Charroi de l'Etat et son entretien :** Au cours du mois de Mai 2005, le projet a terminé le processus de recrutement d'un consultant chargé d'effectuer l'expertise du charroi de l'Etat et son entretien. A cet effet, le projet a signé un contrat de prestation des services le 2 Juin 2005 avec le Groupement William NDIKURIYO et Aaron HATUNGIMANA pour la réalisation de l'étude sur l'expertise du charroi de l'Etat et son entretien pendant la période commençant le 6 juin 2005 et s'achevant le 6 Juillet 2005. Une commission chargée de l'analyse du rapport de l'étude a été mise sur pied. Le rapport a été analysé le 28 septembre 2005 et des recommandations à intégrer dans le rapport définitif ont été formulées et adressées au consultant. Ce dernier a remis le rapport définitif en date du 28 octobre 2005. Une commission chargée d'analyser le rapport définitif du consultant a été désignée le 16 Novembre 2005. A cet effet, il a été demandé au consultant d'enrichir le rapport en y intégrant les chiffres et les commentaires ayant requis le consensus avec les services techniques du ministère des Finances. Son opinion devra être fondée sur les consultations effectuées au sein des services techniques du Ministère des Finances et compte tenu des missions qui leurs sont dévolues.

6. **Etude sur la Gestion Optimale du poste Budgétaire des frais de Mission :** Au cours du mois de Mai 2005, le projet a terminé le processus de recrutement d'un consultant qui va effectuer l'étude sur la gestion optimale du poste budgétaire « frais de mission ». A cet effet, le projet a signé un contrat de prestation des services le 1er Juin 2005 avec un consultant chargé de la réalisation de l'étude sur la gestion optimale du poste budgétaire « frais de mission » pendant la période commençant le 6 juin 2005 et s'achevant le 6 Juillet 2005. En date du 9 décembre 2005, une commission de validation du rapport de l'étude désignée par lettre N/Réf : PAGE/BN/COOR/602/05 du 7 décembre 2005 a analysé le rapport provisoire produit par le consultant. A l'issue de cette réunion, il a été demandé au consultant d'enrichir le rapport en y

intégrant des chiffres disponibles dans les services techniques du Ministère des Finances et le Secrétariat Général du Gouvernement.

7. ***Etude de faisabilité pour la mise en place d'un Office de Collecte des Recettes de l'Etat au Burundi*** : Dans le cadre des réformes en cours dans la gestion des finances publiques, il est inscrit dans le plan d'actions 2005 du Projet d'Appui à la Gestion Economique (PAGE), la réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'un Office de Collecte des Recettes de l'Etat. Cette étude a pour objectif de proposer des alternatives au Gouvernement en vue de répondre à la problématique de réorganisation des services techniques du Ministère des Finances. A cet effet, le projet PAGE a financé au cours du mois de Mai 2005, une mission officielle effectuée auprès des services techniques de l'Office Rwandais des Recettes du 15 au 21 Mai 2005 par une délégation composée du Chef de Service Contrôle interne au Département des Impôts et point focal auprès du PAGE, du Chef de Service des Recettes Douanières au Département des Douanes et de l'Expert en Finances Publiques au PAGE. La délégation a recommandé que des contacts soient initiés auprès d'autres bailleurs en l'occurrence le DFID pour diversifier les appuis nécessaires aux études préalables à la mise en place de cette structure.
8. ***Recrutement de deux cadres d'appui chargés de renforcer le personnel du Cabinet du Ministre des Finances*** : Il s'agit d'un cadre chargé notamment de la coordination des activités du secrétariat et celui chargé de la gestion des services généraux. Le processus est en cours pour le chargé de la coordination des activités du secrétariat tandis que le responsable des services généraux a été déjà recruté au mois de décembre 2005.

#### ***Département du Budget :***

9. ***Informatisation du circuit de la dépense*** : Vu l'urgence de la préparation du dossier relatif à l'entrée du Burundi à l'initiative PPTE, le projet PAGE a financé un consultant chargé de concevoir et de mettre en place une application informatique intermédiaire en attendant la réalisation d'une étude du schéma directeur d'informatisation du Ministère des Finances. Cette application a été mise en place au sein des départements du Budget-Contrôle et de la Comptabilité Publique. La réception provisoire a déjà eu lieu pour les trois phases à savoir l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement. Pour boucler le circuit de la dépense, le Projet PAGE a négocié avec le consultant les modalités de l'informatisation de la dernière phase du circuit de paiement après l'évaluation du premier contrat conformément aux termes de référence du consultant. Un avenant au contrat initial a été signé entre le Projet PAGE et le Consultant en date du 29 juillet 2005 pour intégrer la dernière phase du circuit de la dépense « le paiement » à travers une liaison Finances-BRB. Le calendrier convenu pour l'exécution des travaux allant du 29 juillet au 28 août 2005 a été dépassé à cause de l'absence des lignes numériques, considérées comme un préalable technique dans les bureaux respectifs du Ministère des Finances et de la BRB. Le Projet PAGE a demandé aux services concernés provisoire de l'application informatique intérimaire incluant la phase « paiement » du circuit de la dépense est prévue à eu lieu au mois de décembre 2005. La réception définitive est quant à elle prévue fin Janvier 2006.

#### ***Sous composante 2 : DEPARTEMENT DE LA COMPTABILITE :***

10. ***Rédaction de la loi organique des Finances et Révision du Règlement Général sur la Comptabilité publique*** : Au cours du mois d'avril 2005, une demande de manifestation d'intérêt a été publiée pour relancer le processus de recrutement des consultants qui seront chargés de rédiger la Loi Organique des Finances et réviser le Règlement Général sur la Comptabilité Publique. La date limite de dépôts des candidatures était fixée au 29 avril 2005. Sur 13 Bureaux ayant manifesté l'intérêt pour cette activité, 4 bureaux ont été

retenus pour figurer sur la liste restreinte. Une demande de propositions ainsi que cette liste restreinte ont été envoyées à la Banque Mondiale pour non objection le 20 Mai 2005. Le projet a reçu l'accord de non objection en date du 03 août 2005 et la demande de propositions a été envoyée aux bureaux présélectionnés. Les propositions ont été reçues le 05 octobre 2005 et l'analyse des propositions techniques est déjà terminée. A cet effet, le rapport d'évaluation technique des propositions a été envoyé à la Banque Mondiale le 25 Novembre pour un accord de non objection.

### ***Sous composante 3 : DEPARTEMENT DES IMPOTS :***

**9. Mise en place de l'Ordre des Experts Comptables:** Le bureau CNCC a été recruté pour élaborer le Règlement d'ordre intérieur, le code d'éthique déontologique et la détermination des niveaux de formation des différentes catégories de professionnels comptables. Un contrat de prestation de services pour un montant *de vingt six mille sept cent cinquante dollars américains (26.750 US\$)* a été signé entre le Projet PAGE et le Représentant de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC), Monsieur Gérard Patouillère le 12 Mai 2005. Il est stipulé dans le contrat que les services du consultant seront fournis pendant la période du **1<sup>er</sup> Juin 2005** pour s'achever **le 30 Juin 2005**. Dans le cadre de la réalisation de ce contrat, le consultant Georges LAXENAIRE a terminé la première phase de sa mission qu'il a effectuée à Bujumbura du 21 au 26 Juin 2005. Les différentes réunions organisées ont permis de faire le point sur l'existant et les souhaits des pouvoirs publics (notamment du Ministère des Finances et de la Direction des Impôts), des professionnels comptables, des Instituts et des Universités. Le Consultant a remis le rapport final de l'étude en date du 24 octobre 2005. Un atelier de validation de ce rapport a été organisé en date du 25 octobre 2005. Au cours de cet atelier, des recommandations et propositions ont été formulées et adressées au consultant. Le comité transitoire est à pied d'œuvre pour la mise en application des recommandations issues de l'atelier de validation du rapport du consultant et préparer la mise en place des structures définitives de l'Ordre des Professionnels Comptables (OPC).

**10. Recensement des contribuables et étude approfondie de l'assiette fiscale :** Le 17 mai 2005, le projet a envoyé une demande de propositions à la Banque Mondiale contenant la liste restreinte des bureaux en concurrence pour la réalisation de cette étude. Le projet a reçu l'accord de non objection le 03 août 2005 et a envoyé la demande de propositions aux différents bureaux présélectionnés. Les propositions ont été reçues le 21 septembre 2005 et l'analyse des propositions techniques a été faite. Le rapport d'évaluation a été envoyé à la Banque Mondiale pour demande d'avis de non objection.

**11. Révision de la législation fiscale :** La demande de propositions a été transmise à la Banque Mondiale le 17 mai 2005 pour demande de non objection obtenue le 03 août 2005. La demande de propositions a été envoyée aux différents bureaux présélectionnés et leurs propositions ont été reçues le 15 septembre 2005. L'analyse technique a été terminée et le rapport d'évaluation des propositions techniques a été envoyé à la Banque Mondiale pour demande d'avis de non objection.

**12. Mise en place de la TVA :** Des termes de référence pour le recrutement d'un consultant chargé de mener les études préalables à l'introduction de la TVA ont été élaborés et envoyés le 28 juillet 2005 à la Banque Mondiale pour une demande d'avis de non objection.

#### ***Sous composante 4 : DEPARTEMENT DES DOUANES***

**13. Réhabilitation des bureaux PORT et AEROPORT et Lancement officiel de SYDONIA++ :** Au cours du mois de juin 2005, la Direction des Douanes a organisé un lancement officiel de SYDONIA++ qui a été suivi par une visite guidée dans les bureaux du PORT et de l'AEROPORT où le SYDONIA++ est implanté. En effet depuis le lancement des activités du PAGE, le projet a appuyé l'action douanière par la modernisation des outils de travail comme la réfection des bureaux tels que les bureaux de dédouanement du PORT et AEROPORT. Le PAGE va continuer d'appuyer la Direction des Douanes dans la mise en place d'un réseau étendu par l'informatisation des bureaux de l'intérieur du pays après leur réhabilitation prévue dans le plan d'actions 2005.

*Le SYDONIA++ va permettre également à la Douane d'améliorer la sécurisation de la collecte des recettes douanières ainsi que la disponibilisation des statistiques sur le commerce extérieur tout en facilitant les procédures de dédouanement.*

*Il y a lieu de noter qu'en complément au processus de migration vers SYDONIA++, le projet PARAFE financé par la Coopération Française a financé l'acquisition des équipements informatiques.*

**14. Renforcement des capacités :** Au cours du mois de juin 2005, le projet PAGE a appuyé la Direction des Douanes dans le renforcement des capacités par le financement d'une formation de trois mois sur SYDONIA++ spécialistes au TOGO en faveur de Monsieur Parfait NDKOKEYE, cadre du Département des Douanes. La formation a pris fin le 30 septembre 2005 et le rapport de stage a été envoyé au PAGE au mois d'octobre 2005.

#### ***Sous composante 5 : FONCTION PUBLIQUE :***

**15. Mise en place de l'Office national des pensions et des risques Professionnels en faveur des fonctionnaires et des magistrats :** La demande de propositions a été envoyée à la Banque Mondiale le 17 mai 2005 pour une demande de non objection. Le projet PAGE a reçu l'accord de non objection le 03 août 2005 et la demande de propositions a été envoyée aux différents bureaux présélectionnés. Les propositions ont été reçues le 22 septembre 2005. L'analyse technique des propositions est déjà terminée. Un rapport d'évaluation technique des propositions a été envoyé à la Banque Mondiale pour une demande d'avis de non objection le 5 décembre 2005.

**16. Schéma directeur d'informatisation du Ministère de la Fonction Publique :** En réponse à la demande de manifestation d'intérêt publiée au mois d'avril 2005 pour le recrutement d'un consultant qui va réaliser l'étude du schéma directeur d'informatisation du Ministère de la Fonction Publique dont la date de réception était fixée le 19 Mai 2005, neuf (9) bureaux ont manifesté leur intérêt. A l'issue de l'analyse, 5 bureaux ont été retenus pour figurer sur la liste restreinte et une demande de propositions a été envoyée à la Banque Mondiale en date du 06 juillet 2005. Le Projet PAGE attend les commentaires et observations y relatifs tels qu'annoncés par la Banque Mondiale dans sa lettre du 03 août 2005.

\* ***Composante 3 : La réforme du système des Marchés Publics et appui à la Restructuration des Entreprises Publiques***

***Réforme du système des marchés publics :***

- ***Etat d'avancement de la réforme du Système des Marchés Publics :*** Dans le cadre de la réforme des marchés publics, le projet PAGE, en collaboration avec la mission résidente de la Banque Mondiale, a organisé une réunion de travail le 24 Mai 2005 à laquelle était associé le Comité de Suivi de la Réforme des Marchés Publics afin d'échanger sur la problématique de coordination des financements de la Réforme des Marchés Publics à travers les deux instruments (Fonds IDF et les fonds prévus au PAGE pour cette sous-composante).

Le financement sur fonds IDF s'élève à 448 000 USD alors que le financement du PAGE s'élève à 1.000.000 USD.

Le constat a été que le fonds IDF n'a pas pu être disponible dans les délais escomptés. Maintenant que le fonds est déjà disponible en même temps que celui du PAGE, il faudra coordonner les deux financements.

Au niveau de l'état d'avancement de cette activité, la Banque Mondiale a recruté un Consultant chargé d'appuyer le Comité de suivi de la Réforme des Marchés Publics. Conformément aux termes de référence relatifs au recrutement de ce Consultant, sa première action est de fusionner la note analytique de la Banque et le plan d'actions adopté par le Gouvernement en un seul document qui sera une référence du plan d'actions de la Réforme. Cette action a déjà débuté.

En attendant ce plan d'actions définitif, certaines actions pourront être initiées telles que la formation en passation des marchés en faveur des cadres des Administrations directement impliqués dans la passation des marchés publics. A cet effet, le PAGE a déjà introduit une demande de non objection à la Banque Mondiale pour la demande de propositions en vue de sélectionner un bureau pouvant dispenser cette formation.

La feuille de route retenue pour la mise en route de cette réforme tient compte du calendrier suivant :

**15 juin** : Fin de l'élaboration du document fusionnant la note analytique et le plan d'actions du Gouvernement

**20 juin** : Réunion du Comité de suivi de la Réforme sur le document

**24 juin** : Réunion du Comité de Suivi avec le PAGE et le TTL-IDF.

Le document de synthèse fusionnant la note analytique de la Banque Mondiale et le plan d'actions du gouvernement a été élaboré.

- ***Programme de formation à dispenser sur place sur les procédures de passation des Marchés Publics :*** Dans le plan d'actions 2005, il est prévu une formation sur place sur les procédures de passation des marchés publics en faveur d'un groupe des hauts cadres des différents services de l'administration. A cet effet, le projet PAGE a publié une demande de manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un bureau ou un institut spécialisé dans la formation sur les procédures en passation des marchés. A la date de réception fixée au 29 Avril 2005, 13 bureaux et un consultant indépendant ont manifesté leur intérêt. Au cours du mois de Mai 2005, il a été procédé à l'analyse des manifestations d'intérêt et une liste restreinte de 5 bureaux a été arrêtée. Une demande de propositions y relative a été envoyée à la Banque Mondiale pour non objection le 19 Mai 2005. Le projet PAGE attend les commentaires et observations sur la demande de propositions tels qu'annoncés par la Banque Mondiale dans sa lettre du 03 août 2005.

### ***Privatisation des entreprises publiques :***

- ***Privatisation de la filière café :*** Au mois de février 2005, le projet a envoyé pour non objection à la Banque Mondiale les Termes de Référence pour le recrutement d'un consultant chargé de l'évaluation des SOGESTAL's. En réponse à cette requête, la Banque a donné son accord de non objection sur les TDRs le 8 Mars 2005. A cet effet, une demande de manifestation d'intérêt a été publiée au cours du mois d'avril 2005. Sur dix-sept bureaux ayant manifesté leur intérêt, six ont été retenus pour constituer la liste restreinte qui a été envoyée en même temps que la demande de propositions y relative à la Banque Mondiale pour non objection le 17 mai 2005. Mais le SCEP a reçu la recommandation de remplacer cette activité par une étude de lotissement des stations de lavage avant leur privatisation. Au cours du mois de novembre, le projet PAGE a procédé à l'enrichissement des termes de référence pour le recrutement des consultants chargés de la réalisation des études suivantes :
  - Etude du cadre légal, réglementaire et institutionnel de la filière café ;
  - Etude de la stratégie de vente des stations de lavage de la filière café ;
  - Etude sur la stratégie de vente des usines de la Société de Déparchage et de Conditionnement du café (SODECO).

Une demande de non objection pour ces termes de référence a été envoyée à la Banque Mondiale le 29/11/2005.

Les termes de référence pour le recrutement des consultants chargés de fournir l'assistance technique au SCEP dans les domaines de la réforme, la restructuration et la privatisation des entreprises publiques ainsi que dans le domaine de l'évaluation financière des entreprises publiques ont reçu la non objection de la Banque Mondiale en date du 09 novembre 2005.

### ***\* Composante 4 : Définition de la stratégie de réforme du secteur de la justice et renforcement des capacités des structures de contrôle économique***

***Ministère de la Justice :*** Le Projet PAGE va financer une étude diagnostique du système juridique et judiciaire du Burundi. Cependant, l'organisation de cette étude nécessite une mise sur pied d'un cadre institutionnel de conception, de suivi de l'exécution de l'étude, de la validation et de la mise en application des principales conclusions. Le Ministère concerné va s'y impliquer afin que cette étude puisse être menée dans un environnement propice à la réalisation de l'étude. C'est dans ce contexte qu'au cours d'une séance de travail, Madame la Ministre de la Justice a promis au Projet PAGE qu'elle va réactualiser la commission chargée de l'organisation de l'étude.

***Tribunal de Commerce et Centre Burundais d'Arbitrage et de Conciliation :*** Le recrutement d'un consultant chargé de la formation en Droit des Affaires en faveur des magistrats du Tribunal de Commerce et du Centre d'Arbitrage est en cours. Les propositions techniques des bureaux présélectionnés ont été analysés. Le rapport d'évaluation technique a été envoyé le 04 octobre à la Banque Mondiale pour une demande de non objection.

### ***Ministère Chargé de la Bonne Gouvernance et de l'Inspection Générale de l'Etat :***

- ***Etude sur la corruption et les malversations économiques et financières :*** La demande de manifestation d'intérêt a été publiée le 16 mai 2005 . Malheureusement, la publication de la demande de manifestation d'intérêt n'a pas permis au PAGE d'obtenir un nombre de cabinets suffisants ayant des qualifications pertinentes pour bien mener cette étude. C'est pourquoi une lettre a été adressée à la Banque Mondiale le 28 juin 2005 pour lui demander de l'aider à constituer la liste restreinte de bureaux d'études, ayant des qualifications suffisantes pour remplir correctement cette mission. La Banque Mondiale a promis au PAGE dans sa lettre du 03 août 2005, de faire suite à la requête de liste restreinte.

### ***Cour des Comptes :***

- ***Formation des magistrats de la Cour des Comptes :*** Dans le plan d'actions 2005, il a été prévu une formation des Magistrats de la Cour des Comptes sur les modules de Comptabilité Générale, Analyse des bilans, l'audit comptable et financier. Le processus de recrutement de consultants chargés d'assurer ces formations est en cours.
- ***Recrutement d'un Consultant chargé de l'actualisation du câblage réseau de la Cour des Comptes :*** Le processus de recrutement de ce consultant a été effectué. Le marché a été attribué au Consultant Apollinaire Yengayenge. Ce dernier a déjà remis le rapport provisoire qui est en cours d'analyse.

### ***Inspection Générale des Finances***

- ***Rédaction des termes de référence pour le recrutement d'un Consultant chargé de donner une formation en audit au personnel de l'Inspection Générale des Finances de la République du Burundi :*** Ces termes de référence ont été envoyés à la Banque Mondiale en date du 28 juillet 2005 pour une demande de non objection.

### **\* Composante 5 : *Structure institutionnelle et administrative du Projet***

- ***Recrutement d'un bureau d'Etudes chargé de la mise en place d'un système de suivi évaluation du Projet :*** Le Projet d'Appui à la Gestion Economique veut mettre en place un système de suivi – évaluation de ses activités. C'est ainsi qu'une demande de propositions à adresser aux bureaux présélectionnés à l'issue de l'analyse des dossiers de manifestation d'intérêt a été envoyée à la Banque Mondiale le 17 mai 2005 pour une demande de non objection. Le projet a reçu l'accord de non objection en date du 03 août 2005 et la demande de propositions a été envoyée aux bureaux présélectionnés. Les propositions ont été reçues le 13 septembre 2005. Des commissions ont été mises en place pour analyser et attribuer le marché. Le marché a été attribué au Groupement AGRER-GECAD. Le contrat a été signé en date du 04 novembre 2005. C'est dans ce cadre que le groupement AGRER/GECAD qui a gagné le marché a envoyé des consultants qui ont commencé à travailler depuis le mois de décembre. Nous avons suivi les activités de ces consultants qui ont déjà produit le rapport provisoire qui sera analysé et validé au cours du mois de février 2006.  
En attendant l'atelier de validation et de formation des points focaux, les responsables des composantes travailleront avec les points focaux pour compléter les matrices de suivi technique et financier et la programmation pluri – annuelle, ainsi que l'analyse des indicateurs de suivi – évaluation et le rapport provisoire produit par les consultants.  
Le consultant d'AGRER/GECAD chargé des questions macroéconomiques établira la situation de référence suivant le calendrier convenu avec la coordination du projet.
- ***Recrutement d'un consultant chargé de la création d'un site Web du PAGE :*** Une demande de manifestation d'intérêt y relative a été publiée. La demande de propositions a été adressée aux bureaux figurant sur la liste restreinte et les propositions ont été reçues le 10 novembre 2005. L'analyse est en cours.
- ***Actualisation des manuels de procédures du Projet PAGE :*** Au cours du mois d'août 2005, des termes de référence pour le recrutement des consultants chargés de l'actualisation du manuel des procédures de passation des marchés, du manuel des procédures opérationnelles et du manuel des procédures administratives, comptables et financières ont été élaborés. Au

cours du mois de septembre 2005, le processus de recrutement de ces consultants a été effectué. La négociation de contrats avec les consultants retenus est en cours. Les contrats relatifs à l'actualisation du manuel des procédures administratives, comptables et financières du PAGE ainsi que celui de l'actualisation du manuel des procédures de passation des marchés du PAGE ont été signés au cours du mois de novembre 2005. Les deux marchés sont donc en cours d'exécution. Il reste l'étape de négociation du contrat relatif à l'actualisation du manuel des procédures opérationnelles du PAGE qui est en cours.

- ***Recrutement d'un Comptable-Adjoint et d'un Auditeur Interne*** : Des termes de référence pour le recrutement de ces cadres ont été élaborés et publiés au début du mois d'octobre 2005. Les dossiers des candidats sont en cours d'analyse.
- ***Fourniture et transformation du mobilier pour la conservation des documents du PAGE*** : Le marché a été confié à G.T.S et il est en cours d'exécution.
- ***Recrutement d'un Consultant chargé de fournir au PAGE un appui technique en matière d'archivage et de classement des documents*** : Le contrat a été signé au cours du mois de novembre 2005 et le marché est en cours d'exécution.
- ***Recrutement d'un Consultant chargé d'élaborer une stratégie et un programme de communication sur les réformes financées par le PAGE*** : Les termes de référence ont été transmis aux consultants se trouvant sur la liste restreinte afin de confectionner les dossiers qui sont attendus le 16 décembre 2005.
- ***Recrutement d'un Consultant chargé de mener l'étude de l'évaluation à mi-parcours du PAGE*** : Les termes de référence ont été transmis à la Banque Mondiale pour non objection en date du 25/11/2005.

#### **IV. SITUATION FINANCIERE DU PROJET**

<b>ETAT DES DEPENSES PAR BENEFICIAIRE</b>				
	<b>Bénéficiaires</b>	<b>Décaissements 2004</b>	<b>Décaissements 2005</b>	<b>Cumul</b>
10101	ADMINISTRATION CENTRALE PLAN		2.237.503	2.237.503
10102	ISTEEBU	4.450.000	96.842.144	101.292.144
10103	REFES		5.000.000	5.000.000
10201	CABINET DU MINISTRE	16.885.770	69.187.825	86.073.595
10202	DOUANES	16.086.000	55.993.254	72.079.254
10203	IMPOTS	22.451.489	26.003.132	48.454.621
10204	COMPTABILITE	8.167.157	31.990.325	40.157.482
10205	BUDGET ET CONTROLE		67.351.824	67.351.824
10207	TRESORERIE	4.550.518	4.052.733	8.603.251
10208	MARCHES PUBLICS	2.111.811		2.111.811
10209	ORDRE DES PROFESSIO COMPTABLES	6.173.134	41.417.879	47.591.013
10301	ADMINISTRATION CENTRALE F PUB		17.346.364	17.346.364
10402	INSPECTION GENERALE DES FINANC	15.549.881	20.077.548	35.627.429
10403	INSPECTION GENERALE DE L'ETAT	7.868.500	9.328.718	17.197.218
10404	SCEP	32.933.409	43.092.821	76.026.230
10502	COUR SUPREME		13.944.541	13.944.541
10503	TRIBUNAL DU COMMERCE		30.808.153	30.808.153
10504	PARQUET GENERAL		3.065.000	3.065.000
20102	COMMISSION FINANCES PARLEMENT		34.565.355	34.565.355
20200	COUR DES COMPTES	63.797.796	45.889.933	109.687.729
20301	ASSOC JOURNAL DEV HUM DURABLES	6.213.500	19.635.362	25.848.862
20302	CENTRE BURUNDAIS D'ARBITRAGE		23.762.876	23.762.876
20303	OLUCOME	442.168		442.168
20304	AFJO		11.674.712	11.674.712
90000	UNITE DE COORD DU PROJET	514.770.674	458.103.762	972.874.436
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>722.451.807</b>	<b>1.131.371.764</b>	<b>1.853.823.571</b>

## **V. DOSSIERS EN ATTENTE DE NON OBJECTION**

	<b>Description du dossier</b>	<b>Référence</b>	<b>Date d'introduction</b>
<b>Composante 1</b>	1. Demande d'une liste restreinte en vue du recrutement d'un consultant chargé de fournir une assistance technique à l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU) dans la production régulière des comptes nationaux	PAGE/TY/COOR/331/05	Le 06/07/2005
	2. Requête de non objection pour le rapport d'évaluation technique pour le recrutement d'un consultant chargé de l'assistance technique au Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction	PAGE/TY/COOR/452/05	Le 09/09/2005
<b>Composante 2</b>	3. Demande de non objection pour les termes de référence pour le recrutement d'un consultant chargé de mener les études d'impacts préalables à l'introduction de la TVA au Burundi	PAGE/AB/COOR/381/05	Le 28/07/2005
	4. Demande de non objection pour le rapport d'évaluation des propositions techniques en vue du recrutement du consultant chargé de l'actualisation de la Loi Organique des Finances et mise à jour du règlement général de la Comptabilité Publique	PAGE/AB/COOR/576/05	Le 25/11/2005
<b>Composante 3</b>	5. Demande de propositions pour la formation d'un groupe de cadres des services gouvernementaux sur les procédures de Passation des Marchés	PAGE/AB/COOR/263/05	Le 19/05/2005
	6. Requête de non objection des termes de référence pour le recrutement d'un bureau chargé de mener l'étude de la stratégie de vente des stations de lavage de la filière café	PAGE/JG/COOR/584/05	Le 29/11/2005
	7. Requête de non objection des termes de référence pour le recrutement d'un bureau chargé de mener l'étude de la stratégie de vente des usines de la SODECO	PAGE/JG/COOR/585/05	Le 29/11/2005
	8. Requête de non objection des termes de référence pour le recrutement d'un bureau chargé de mener l'étude du cadre légal, réglementaire et institutionnel de la filière café	PAGE/JG/COOR/586/05	Le 29/11/2005

<b>Composante 4</b>	9. Requête de non objection pour les termes de référence pour le recrutement d'un consultant chargé d'assurer la formation des Inspecteurs de l'Inspection Générale des Finances en Audit et Contrôle Interne	PAGE/AB/COOR/280/05	Le 28/07/2005
	10. Requête de non objection pour le rapport d'évaluation technique pour le recrutement d'un consultant chargé d'assurer la formation en Droit des Affaires	PAGE/ TY/COOR/501/2005	Le 04/10/2005
<b>Composante 5</b>	11. Requête de non objection pour le rapport d'évaluation des offres pour la fourniture des équipements informatiques et bureautiques aux composantes du PAGE	PAGE/AB/COOR/449/05	Le 06/09/2005
	12. Requête de non objection pour le rapport d'évaluation des offres techniques pour la fourniture des véhicules aux composantes du PAGE	PAGE/AB/COOR/525/05	Le 20/10/2005
	13. Requête de non objection des termes de référence pour l'évaluation à mi-parcours du PAGE	PAGE/JG/COOR/575/05	Le 25/11/2005